L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

JOURS DE PUBLICATION—LUNDI, MERCREDI, VENDREDI ET SAMEDI.

NOUVELLE-ORLEANS :
LUNDI MATIN, 29 AOUT 1836.

POUR PRESIDENT.

M. VAN BUREN.

POUR VICE PRESIDENT :

RD. M. JOHNSON.

"Je désire que non seulement vous, mais la population entière des Etats-Unis comprenne bien à présent que, si le désir de ceux qui veulent m'élever à la suprême magistrature était satisfait, je devrais, dans l'exercice des fonctions de Président, me montrer toujours inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Columbia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrais la résolution que rien ne pourra ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet.—*Martin Van Buren.*

ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DES E.-U.

1ER. DISTRICT.....	J. B. PLAUCHÉ.
2ME. DISTRICT.....	T. W. SCOTT.
3ME. DISTRICT.....	T. LANDRY.
4ME. DISTRICT.....	A. MOUTON.
5ME. DISTRICT.....	P. E. BOSSIER.

HOMICIDE.

C'est sans doute une charge bien pénible pour un [illegible] qu'il a contractée envers le public, [illegible] compte de tous les événemens dé[illegible]ent dans le sein de la communauté. Celui dont [illegible]ulcere parler sur tout est de nature à exciter en nous la douleur la plus vive, en raison des liens d'amitié qui nous unissent à une famille respectable, dont un des membres a possédé l'oubli de soi même et de l'amour que l'on doit à son prochain, jusqu'au point de se rendre coupable d'homicide.... Mais quelque regret que nous éprouvions, il nous faut remplir un devoir sacré.

Hier, entre midi et une heure, un homicide a été commis sur la personne de M. A. R. Brax par M. J. B. Giquel fils. Diverses versions ayant été faites au sujet de ce funeste événement, nous nous arrêterons à la plus répandue et la plus accréditée de toutes.

Il paraîtrait que quelques difficultés s'étaient élevées précédemment entre les deux parties.—Un voyage au Mexique entrepris par M. Brax y avait mis fin momentanément—mais à son retour, après plusieurs mois d'intervalle, il s'en trouverait un autre nommé M. Giquel pour terminer définitivement l'affaire : l'entrevue eut lieu, nous dit-on, devant la pharmacie de M. Pinguet.—Après quelques mots injurieux que l'on attribue à M. G. le défunt se retira, et envoya demander une satisfaction à celui qui l'avait offensé. Celui ci exigea quinze minutes de réflexion qui lui furent accordées. Mais au lieu de faire réponse au second, il préféra entrer une affidavit, au bureau de recorder de la 1ère. municipalité.

Voilà à quel point en étaient les choses lorsque les deux parties se rencontrèrent rue Royale, près de la rue St. Pierre. Sur un simple mot prononcé ou sur un coup donné, (rien ne constate encore la vérité à ce sujet), M. Giequel se retira de, quelques pas en arrière, tira un pistolet de sa poche, qui rata, en tira un second qui fit feu ... Le balle atteint le malheureux Brax, lui traversa le cœur et l'étendit mort sur le carreau...

M. Giequel, introduit au bureau du maire, fut élargi sous un cautionnement de 5000 piastres ; il devra, nous dit-on y comparaître de nouveau aujourd'hui pour répondre à un second interrogatoire.

Cet événement malheureux a plongé la ville entière dans la plus grande agitation. Le défunt était généralement aimé et estimé de tous ceux qui l'ont connu. Ses dépouilles mortelles ont été conduites hier, dans l'après midi, à leur dernière demeure par un cortège de vrais amis, qui pleureront long-tems encore une mort prématurée qui les prive tout-à-coup d'un bon camarade, d'un homme vertueux et d'un fidèle concitoyen. Le défunt ayant sa famille à Augusta [Georgie], les gazettes de cette ville voudront bien donner publication à ce qui précède.

Un autre accident déplorable—Par une personne respectable arrivée hier soir du lac, nous apprenons qu'un petit nègre, servant dans un hôtel, a été tué vers quatre heures de l'après-midi, par le cuisinier, d'un coup de pistolet tiré sur lui presqu'à bout portant. Voici le fait tel qu'il nous a été raconté :

Un individu qui s'exerçait au tir, eut l'occasion de venir à la cuisine, avec un pistolet chargé. Etant appelé dehors pour une affaire pressante, il le laissa sur la table. Un moment après entra le domestique. Le cuisinier voulant sans doute montrer le courage de celui ci à l'épreuve lui dit : si tu ne cours pas de suite à l'hôtel je vais te tuer. Cette menace ne lui suffit pas : il arma le pistolet, coucha en joue la malheureuse victime, appuya le doigt sur la détente.... Une détonation se fit entendre.... et lorsqu'il vit ce qui s'était passé, le petit nègre était étendu à ses pieds, frappé d'une balle qui lui avait percé le cœur.

Samedi dernier, entre deux et trois heures de l'après-midi, un nègre, que l'on dit être esclave, courait dans la rue du Canal, une épée dégainée à la main et frappant à droite et à gauche tous ceux des citoyens qui voulaient s'opposer à sa fuite et qui faisaient des tentatives pour l'arrêter. Plusieurs personnes ont été blessées légèrement par lui ; mais malgré la fureur avec laquelle il se défendait, on est parvenu à le prendre et à le loger en poste de la seconde municipalité. Les informations que nous avons obtenues à ce sujet nous apprennent que ce nègre avait été accusé de vol par un individu, sur la levée que ne pouvant supporter ce qu'il regardait comme une insulte grave, il a dégainé au comble à épée pour en frapper l'autre ; que dans cette intervalle plusieurs citoyens sont accourus pour se saisir de lui, et que pour parvenir à se sauver de leurs mains, il a cru devoir s'ouvrir un chemin avec le fer dont il était armé. On nous a dit également que dans le premier moment d'effervescence, il avait été question de réunir sur le champ un jury de citoyens, de juger le délinquant et de le pendre à une encoignure de rue ; mais que, grâce aux sages conseils de quelques personnes qui se trouvaient présentes, on a préféré le livrer à la justice pour qu'elle pût elle-même prendre connaissance de l'affaire et infliger le châtiment mérité. Nous approuvons cette mesure qu'un esprit de bon ordre, seul, a pu dicter. Que deviendrions-nous si la loi du juge Lynch trouvait jamais accès parmi nous ?

TEXAS.

Par la goélette *Julius Cæsar*, arrivée samedi dernier du Texas, nous recevons la nouvelle que la goélette *Passaic*, capitaine Hughes, partie d'ici pour la Texas, a été saisie pour avoir eu à son bord des individus concernés dans une tentative faite pour enlever Santa-Anna : tous ceux qui ont pris part à cet acte furent emprisonnés.

Mr. Poinsett, le ministre Américain, était parti de Velasco, pour Galveston : il avait expédié des dépêches à son gouvernement.

Le Julius Cæsar a rencontré à environ 30 milles de la Passe du S. O. la goélette de guerre texienne *l'Invincible*, qui donnait la chasse à la goélette mexicaine la *Vénus*, en qui n'en était éloignée que d'environ un demi mille. L'opinion du J. C. est, qu'à l'heure qu'il est la *Vénus* est capturée.

NAVIRE A VAPEUR ENTRE LA NOUVELLE-ORLEANS ET LA HAVANE.

L'esprit d'entreprise et d'améliorations qui semble, depuis quelque tems, posséder les habitans de la Nouvelle-Orléans, vient de donner naissance à un de ces projets qui, mis à exécution, ne peut être que très-favorable à l'accroissement de prospérité de cette ville. Nous apprenons qu'une forte souscription vient d'être ouverte et qu'elle s'élève déjà à un capital de plus de cinquante mille piastres, pour faire construire un navire à vapeur, destiné à courir régulièrement comme paquebot entre ce port et celui de la Havane. Le capitaine Sutton, dont tout le monde se plaît à reconnaître l'habileté et le talent, est celui qui a été chargé par la compagnie de la conduite du travail ; il est parti depuis quelque tems pour New-York, où il fera construire le bâtiment d'après le meilleur modèle en ce genre.

Quand on réfléchit aux conséquences immenses qui se font entre la Nouvelle-Orléans et la Havane, et au nombre de personnes qui voyagent d'un bout à l'autre de l'année entre ces deux ports, il est impossible de douter un moment de l'entreprise, et des grands bénéfices que feront les actionnaires. Le capitaine Sutter est sans contredit un des plus fashionables d'ici : la réputation qu'il s'est acquise comme marin expérimenté et comme homme de bonne société a toujours valu aux hôtels à vapeur qu'il a commandés le plus brillant patronage. On en a une preuve irrécusable dans les dividendes déclarés par le "Merchant", dont le dernier, tout frais payé, a produit 60 pour cent, outre une somme mise en réserve et une gratification de cinq mille piastres accordée au capitaine Sutter pour ses bons services.

Mais comme les concitoyens qui se sont mis à la tête de cette importante amélioration ne devraient pas si nous osons nous exprimer ainsi, s'endormir sur leurs lauriers, il importe aux besoins de notre commerce, nous croyons qu'on y adjoignant un second, bâti dans le même style, le but serait parfaitement rempli.

Le goélette Charlotte, capitaine Hodge, arrivée samedi dernier dans le matinée, nous apporte nos journaux de la Havane jusqu'au 12 du présent mois ; nous n'y trouvons rien de nouveau de l'Europe. Un arrivage du Havre en 37 jours, avait fourni des dates jusqu'au 30 Juin, c'est-à-dire, de 3 jours moins récentes que celles que nous avons reçu par la voie de New York. Le brick espagnol *Juan* est entré le 11, en 36 jours de traversée de Cadiz : nous présumons qu'il doit avoir apporté des nouvelles de quelques jours plus fraîches de la Péninsule ; mais le temps ayant manqué aux éditeurs des journaux de la Havane pour en faire des extraits, nous nous voyons nous même dans la nécessité d'ajourner nos conjectures sur la situation politique des affaires d'Espagne jusqu'à l'arrivée du brick Daniel H. Miller, qui devait partir deux ou trois jours après la Charlotte.

Nous ne voyons rien dans les gazettes que nous avons sous les yeux qui ait rapport à la révolte de nègres dont parle le *Courier de la Providence*.

Signor Montresor et Signora Adélaïde Pedrotti ont été définitivement engagés pour faire partie de la nouvelle troupe italienne de la Havane. Ils ont donné, en attendant la réorganisation complète du théâtre, quelques représentations de la *Norma*, qui furent accueillies comme de coutume de la manière la plus brillante. Cette pièce paraît avoir fait une véritable révolution musicale en Amérique, tandis qu'en Europe elle commence à être mise au rang secondaire.—Que faut-il conclure de cela ? Que la différence de climat joue un grand rôle dans l'organisation des peuples des deux continens : et ce qui est pour l'un fable et sans couleur, paraît à l'autre nerveux et brillant. Il faut bien être cette conséquence, car l'Amérique, surtout les Havane et le Mexique, composent aussi des virtuoses et des connaisseurs dont l'opinion est pour nous d'un aussi grand poids que celle de tous les feuilletonistes de Paris (soit dit sans blesser le respect que l'on professe généralement pour tout ce qui émane du grand foyer du goût et de la civilisation.)

Nous devons à notre correspondant de la Havane quelques journaux de Madrid : el Jerobade et la Gaceta, du commencement de Juin. Ces feuilles comme on doit bien le présumer, ne fournissent rien en fait de nouvelles politiques, qui soit digne de l'attention de nos lecteurs. Parmi les choses les plus importantes que nous trouvions dans les débats des Cortès est la discussion du projet de la nouvelle loi électorale.

L'article 44 est conçu en ces termes : "Pour être député il faut réunir les qualités suivantes :

1o Etre Espagnol, de l'état laïque,

2o. Avoir 25 ans accomplis &c.

La classe ecclésiastique se trouvant ainsi rejetée de l'assemblée législative du royaume en comprendra bien l'agitation que cette mesure a du produire dans un pays où les prêtres exerçaient jusqu'alors une influence si prépondérante dans les affaires publiques du gouvernement. Mais grâce à l'esprit de libéralisme qui éclaire maintenant les Espagnols, tous les efforts du clergé pour renverser une semblable mesure ont échoué dans cette circonstance et la section fut adoptée presque à l'unanimité.

Une de ces choses qui doivent le plus étonner les philosophes du siècle, c'est que, tandis que l'Espagne, cette terre pour ainsi dire classique du despotisme religieux, marche à grands pas vers son indépendance absolue, l'Amérique la contraire a l'air d'aller à la retrograde et de ses civilisation première elle semble vouloir tomber dans les ténèbres du bigotisme le plus déplorable. Les différentes sectes religieuses qui régnent maintenant dans les Etats-Unis, celle des presbytériens, surtout, menace de jour en jour de renverser nos libertés politiques ; et si la poupla n'y prend garde, avant longtems on verra se renouveler parmi nous les scènes d'horreur qui pendant quatre ou cinq siècles consécutifs ont deshonoré l'Angleterre, la France, l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne. Sachons donc arrêter à tems ce torrent prêt à déborder sur nous ; imposons silence à ces fanatiques du Nord qui ne voient dans nos troubles futurs qu'une source de richesses pour eux. La Louisiane jusqu'à présent s'est montrée digne du rang qu'elle occupe parmi les peuples philosophes du monde ; espérons qu'elle ne suivra pas l'exemple de ses sœurs, et qu'elle saura opposer une digne puissante à toute espèce d'empiètement religieux sur son territoire.

A propos de fanatisme religieux, nous ne saurions passer ici sous silence un fait qui nous paraît devoir mériter l'indignation publique. Nos lecteurs, apprendront car ils doivent l'ignorer sans doute, qu'il se publie à la Nouvelle Orléans un journal hébdomadaire intitulé *the Observer*, (l'Observateur). Cette feuille rédigée par un de ces ultra fanatiques de New York, Boston, Philadelphie ou de Baltimore, (nous ne savons au juste de quel endroit il vient) s'est permis dans son numéro de samedi, 20 du courant, les attaques les plus inconvenantes, le dirons nous, les plus scandaleuses contre les citoyens de la Nouvelle Orléans, qu'elle traite en général d'infidèles, de joueurs, d'ivrognes et de gens perdus ou indignes. L'article dans lequel ces jolis épithètes nous sont données est intitulé: "le Sabbath des Chrétiens." Le numéro dans le quel se trouve cette catilinaire religieuse ne nous est pas tombé entre les mains, par l'inhabitude dans laquelle nous sommes de lire de semblables *missives*. Mais par l'intermédiaire du True American de samedi dernier, nous sommes à même de pouvoir fournir à nos abonnés un joli échantillon du jésuitisme de l'*Observateur*.

Les remarques du journal sont basées sur cette question qui a été agitée dans le Conseil de la seconde municipalité, au sujet de la fermeture des théâtres le dimanche, et qui a valu à l'éditeur du True American une rude mercuriale de la part de l'alderman McNair. *L'Observateur* après avoir tancé la population de la Nouvelle Orléans comme nous venons de le dire, ajoute " qu'il est nécessaire que tous les amis de la morale évangélique et, spécialement, de toutes les églises protestantes de cette ville, se réunissent, et par leur exemple et leur influence, qu'ils déclarent cathégoriquement qu'ils ne permettront pas que le vice, l'ignorance et l'*impiété des émigrants* de l'Europe renversent ou discréditent nos institutions les plus sacrée."

L'auteur, dit le True American, pousse l'impudence jusqu'à chercher à en imposer aux membres du conseil de la seconde municipalité en leur disant que quelque puisse être le sort de l'ordonnance, celle relative à la fermeture des théâtres, elle doit être présentée ; et lorsque l'on en viendra à voter sur son adoption cela devra se faire par appel nominal.

Nous savons très bien qu'il n'y a pas de borne en Amérique à la liberté de la Presse : cette liberté est la sauve garde de nos institutions politiques ; c'est la plus belle garantie qui soit accordée aux droits du peuple. Mais d'un autre côté, nous savons aussi qu'il est formellement défendu par la constitution des Etats-Unis à aucune secte religieuse d'intervenir en rien dans les affaires du gouvernement. Comment donc se fait-il qu'une journal, rédigé sous les auspices de la religion puisse oublier le vœu du pacte social jusqu'à chercher à porter le désordre dans nos assemblées délibérantes, en y jetant pour ainsi dire une pomme de discorde et en criant à ceux des membres qui pourront avoir la faiblesse de se laisser influencer par quelques doctrines fanatiques : "vous autres fidèles, vous autres défenseurs de la morale divine, votre rôle au conseil n'est pas de faire des ordonnances qui conviennent à la masse de vos constituants, mais bien celles que Luther, Calvin, Jesus Christ ou Mahomet attendent de vous pour le salut de vos âmes dans l'autre monde et non pas pour votre bonheur dans celui-ci."

Les motifs qui ont dirigé les auteurs de notre charte sont admirables, lorsqu'ils ont positivement défendu aux diverses religions dont le culte était toléré dans tous les Etats de l'Union de se mêler d'aucune question politique. Le patrie eût couru de trop grands dangers, si dans des réunions d'hommes publics, souvent composées d'individus de toutes les sectes et de toutes les croyances, où l'on voit figurer tous les jours, Juifs, Protestans, Catholiques Romains, Anabaptistes, Méthodistes et Presbytériens, il fut jamais permis aux dogmes de l'église d'y jouer un rôle quelconque. Et maintenant, c'est à la Louisiane, cette seule contrée du monde qui ait conservé, pour ainsi dire, jusqu'à présent sa virginité, et qui n'a jamais été troublée par aucun désordre religieux, que nous voyons l'hydre aux cent têtes chercher à se glisser parmi nous pour étouffer dans ses replis tortueux nos libertés civiles et politiques ? Ah ! Un pied robuste nous reste encore ; marchons en écraser le monstre avant qu'il ait réussi à nous envelopper dans ses affreux cerceaux !

Si nos lois sont impuissantes contre un semblable attentat, c'est à l'opinion publique à combler la lacune qui règne dans nos codes. Qu'elle se prononce d'une manière vigoureuse dans la circonstance actuelle, on bien il faudra dire adieu au bon ordre social, à la paix, à l'union des citoyens et à la gloire et à la prospérité futures de notre pays ! Notre opinion et qu'une assemblée des habitans de la Nouvelle Orléans devrait être promptement convoquée, pour prendre en considération quelles peuvent être les mesures que nécessite un semblable abus.

Nous devrons des excuses sincères à nos lecteurs pour avoir, ainsi que nous l'avons fait, passé des nouvelles de la Havane et d'Espagne, à un autre sujet qui n'avait, en apparence, rien à faire avec celui que nous traitions en premier lieu. Notre manière de rédiger notre feuille est peut être différente de celle de nos autres confrères : partout où nous trouvons une occasion opportune de glisser quelques réflexions philosophiques, surtout lorsqu'elles ont pour objet le bonheur de notre pays, nous le faisons sans balancer, et lorsqu'en parlant de l'Espagne nous nous sommes vu appelé à signaler les progrès rapides de son libéralisme et de sa civilisation, le contraste qui n'est que trop palpable en Amérique nous a frappé tout-à-coup : nous avons oublié la vieille Europe et notre rôle de nouvelliste, pour n'être plus qu'Américain, que Louisianais, c'est à dire, ami de la justice, de la vérité et le défenseur de nos institutions sociales.

(Continuation.)

A une assemblée tenue au local de Pressoni, lundi, le 22 août 1836, Messrs. L. de Ferriet a été appelé au fauteuil. J. B. Gioquel, vice-président et T. Vauriguat secrétaire. Le président et le vice-président après avoir expliqué à l'assemblée le but de la réunion en exposant tous les griefs qui existent contre les moulins de Messrs. Shepherd & Miller, les résolutions suivantes ont été adoptées.

Attendu qu'une injonction illégale a été lancée contre la construction des wharfs qui avaient été décrétés par notre Conseil Municipal, et dont l'exécution avait été commencée en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, art. 859, page 273, du code civil qui dit : Les corporations des villes, bourgs et autres lieux de cet Etat, peuvent faire élever sur les lieux publics, dans le lit des Rivières, et sur leurs bords, tous les édifices, ou autres ouvrages qui peuvent être nécessaires pour l'utilité publique, ou la facilité de l'abord des vaisseaux et de la décharge de leurs cargaisons; pourvu que ce soit dans l'étendue de leurs limites respectives.

Attendu que le commerce toujours croissant de la 3me. Municipalité exige impérieusement la continuation immédiate des wharfs, et le nivellement du chemin public en face de la levée; et attendu que la section 9 de l'acte passé en 1830, et intitulé "acte pour expliquer l'étendue des pouvoirs qui sont accordés par la loi au Maire et au Conseil de Ville auront droit de faire tous réglemens qu'ils jugeront convenables pour empêcher toutes obstructions et autres embarras qui pourront être mis dans les rues, sur les places publiques, les banquettes, la levée, la voie publique et par toute l'étendue du port de la Nouvelle-Orléans ; et pour ordonner le déplacement et même la vente au profit de qui il appartiendra, des objets généralement quelconques, quelque soit leur valeur, qui pourront encombrer les dits lieux ou empêcher ou embarrasser l'usage public, après tel avis, et de la manière qui seront fixés par les dits réglemens ; et enfin pour rendre toutes personnes qui contreviendront aux dits réglemens sujettes à telles amendes que le dit Maire et le Conseil de Ville jugeront convenables, et attendu qu'en vertu de cette loi le Conseil dans sa séance du 23 juillet a passé une résolution ordonnant au wharfinger de mettre en dérive après 48 heures tous radeaux, esalans, &c. qui attirir dans cette partie du port comprise entre l'Esplanade et la limite inférieure de l'habitation Macarty, et d'après cette ordonnance le wharfinger a mis au dérive les radeaux de Mrs. Shepperd Turner & Miller. Le juge de la Cour des Preuves remplissant les fonctions du juge de la Cour de Paroisse, a eu l'indélicatesse de lancer une nouvelle injonction encore plus illégale que la première, enjoignant aux officiers de la 3me. Municipalité de respecter les radeaux de Messrs. Shepperd, Turner & Miller. Ces Messieurs étant sans doute trop riches pour se soumettre aux lois. Ainsi donc nos juges chargés de faire respecter les lois, ont sans doute oublié que dans une république la loi est pour le riche comme pour le pauvre.

Attendu que la conduite des juges qu'au mépris de nos lois ont osé lancer de pareilles injonctions est vouée à la censure de tout bon Citoyen.

Il est donné Résolu, Que la conduite du Conseil dans les différentes résolutions qu'il a adopté pour l'amélioration de la 3me. Municipalité est unanimement approuvée par leurs constituans, et il est résolu que nous soutiendrons de tout notre pouvoir, toutes les mesures *énergiques et légales*, qu'ils pourraient prendre pour résister à l'*arbitraire* de ceux, qui, en violation des lois ont gratuitement fournis au dit Shepperd et aux autres les moyens d'arrêter l'effet de ces mêmes résolutions.

Il est aussi résolu :

Qu'il sera nommé un comité, chargé de rédiger une pétition, qui sera signée par les habitans de la 3me municipalité, et qui sera présentée à la Législature afin qu'elle fasse justice des Juges qui ont osé fouler aux pieds les lois de l'Etat : en lançant des injonctions illégales contre les travaux ordonnés par notre conseil municipal.

Les personnes suivantes ont été nommé de ce comité :—

Mr. Giquel, Mr. Vauriguad, au quel ce été adjoint le Mr. L. de Fériet.

Résolu, Que l'assemblée approuve la conduite des aldermen, qui, dans la dernière séance ont proposé de continuer les travaux ordonnés par la municipalité, malgré les injonctions illégalement lancées.

Concitoyens, vous avez mes doute réfléchi au but de cette assemblée, personne de vous concitoyens, n'ignore les entraves qui naissent à chaque pas pour arrêter la prospérité de cette municipalité. Des gens avides signataires d'une pétition qui a divisé la ville en trois municipalités, voulant tout posséder à eux seuls et jaloux de la prospérité de leurs voisins s'opposent de tout le pouvoir de leurs richesses aux améliorations projetées, ils ont dit comme Camut : "Tu n'iras pas plus loin. Quelle honte pour ces Crésus ! Plusieurs personnes de cette municipalité s'exerçant un genre d'industrie sur toute cette bature, travaillent aux besoins de leurs familles. le conseil de cette municipalité dans sa grande sagesse a décrété, qu'ils eussent à porter plus loin leur genre d'industrie afin de laisser le port libre pour la construction des wharfs qui doivent inévitablement assurer la prospérité de cet endroit : Qu'ont-ils faits, concitoyens ? Ont-ils comme messieurs Shepherd et autres "*de fortune colossale*," ces-ils, dis je, résisté à l'assertion de Nos concitoyens, non ; reconnaissant que le bien général exigeait une telle mesure, ils se sont soumis, ils ont laissé le champ libre aux améliorations projetées.

Concitoyens, une faible voix s'élève ici pour invoquer la justice de nos lois. Pauvre comme vous, comme vous élève sa voix contre l'aristocratie des richesses, que nos représentatives se prêtèrent bien que nous voulons que justice se fasse, et justice sera faite.

Concitoyens, vous comprenez trop bien les différents pouvoirs que vous donnent vos lois pour vous arrêter devant pareilles menaces ! vos tribunaux ont manqué aux devoirs les plus sacrés qui leur ont été confiés par la législature de notre pays en accordant des injonctions illégales de toute équité et de toute délicatesse tendants à arrêter les progrès et l'avancement de cette municipalité. Concitoyens, comme hommes libres, si vous vous pas le privilège de revendiquer nos droits lorsque ceux qui en sont chargés les foulent impunément aux pieds, que deviendrait cette liberté que nous chérissons tant, l'âme de nos institutions, sans ce pouvoir absolu du peuple, de ce peuple éclairé, de ce peuple qui raisonne, qui veut la justice, cette justice si belle ?..... Oui, dis-je, que deviendrait cette liberté chérie, que nos pères ont conquis au plus pur de leur sang, cette liberté qu'envie toutes les puissances de la terre. Concitoyens, elle serait nulle et anéantirait détruite, s'il n'existait pas chez vous ce patriotisme que vous caractérise et vous fait tant d'honneur.

Résolu, que des remercîments seront votés aux président, vice-président et secrétaire de cette assemblée, pour la manière énergique avec laquelle ils ont expliqué le but de cette assemblée et les résolutions qui ont été adoptées.

Sur motion, *Résolu* que les résolutions et la communication soient publiées dans l'*Abeille*, en français et en anglais.

Sur motion, l'assemblée s'est ajournée jusqu'à vendredi prochain, 3 septembre, à 8 heures du soir.

Nouvelle-Orléans, 27 avril 1836.

LOUIS DE FERIET, président.
J. B. GIQUEL, vice-président.
T. VAURIGAUD, secrétaire.

Conseil de la Premiere Municipalité.

Séance du 26 Août 1836.

Le conseil s'est assemblé conformément à l'ajournement.

Le recorder ayant appelé les membres à l'ordre, et invité le secrétaire à faire l'appel nominal, les membres présens furent, MM. Armas Buisson, Canon, Congot, Cruzat Duplessis, Guillot, Lafargue, Laurent, Lessen, Colson, Rousseau, Sarter, Gardette, Brasié et Wilcox, 16. Membres absents: furent MM. Bouligny, Grailhe, Johns et Pitot, MM. High, Bertus, Pinet et Bringer sont absens par congé.

Sur motion, l'absence de M. Pichot a été excusée.

Après lecture et approbation du journal de la séance précédente, le maire ayant transmis au conseil un message confidentiel, sur motion le conseil a siégé à huis clos.

Les portes ayant été ouvertes, lecture a été faite d'une lettre de Mr Bourgeroi voyer, transmettant quatre tableaux indiquant la quantité des matériaux de pavage dans les dépôts, et la quantité de ceux qu'il est urgent de se procurer pour l'achèvement du pavage du carré de la ville.

Sur motion de Mr Lessepe, les documens ont été référés au comité de pavage.

Sur motion de Mr Canon, *Résolu* que Mr High soit remplacé au comité de pavage pour cause d'absence, Mr Lessepe a été nommé de ce comité.

Lecture a été faite d'une lettre de Mr Thomas Barrett demandant à retirer le plan ainsi que les propositions par lui soumis au conseil relativement aux terres dans les derrières de la ville.

Sur motion de Mr Pédescleaux, *Résolu* que le secrétaire soit autorisé à remettre à Mr Barrett lesdits plans et propositions.

Lecture a été faite d'une lettre de Mr J. Bayon, informant que l'article inséré dans la partie anglaise de l'*Abeille* publié ce matin, intitulé " Laying out the property in the 1st Municipality, " n'est pas éditorial et qu'il a été communiqué par Mr Carter.

Sur motion la dite lettre a été déposée sur le bureau.

Mr Armas a présenté une résolution déclarant Mr Carter inhabile à occuper son siége d'alderman, attendu qu'il a été nommé receveur des deniers du gouvernement des Etats Unis pour le District Oriental de la Louisiane.

Mr Carter ayant annoncé qu'il n'était pas encore décidé à accepter cette place,

Sur motion de Mr Armas, *Résolu* qu'il soit nommé un comité d'enquête sur cette matière.

MM. Buisson, Lessepe et Congot ont été nommés de ce comité.

Lecture a été faite d'une lettre de Mr F. R. Collaud envoyant sa démission de gardien de la geôle de police.

Sur motion de Mr Buisson, *Résolu* que cette démission soit acceptée, et qu'il soit nommé un comité chargé de vérifier les comptes du démissionnaire.

Lecture a été faite des lettres de MM. Clément Ramos, Simon Meilleur et A. Girault, s'offrant comme candidats à la place de gardien de la geôle de police.

Sur motion de Mr Lessepe, *Résolu* qu'il soit procédé par la voie du scrutin à la dite élection.

MM. Armas et Congot étant nommés vérificateurs, en dépouillement du scrutin, il a paru que sur 17 votes déposés dans la boite, Mr Ramos en avait obtenu 10, Mr Girault 5, et Mr Meilleur 2. En conséquence Mr Clément Ramos a été proclamé dûment élu.

Sur motion de Mr Pédescleaux, *Résolu* que Mr B. Marigny, offert comme caution de Mr Ramos, soit accepté.

Lecture a été faite d'une lettre de Mr. E. Johns envoyant sa démission d'alderman du 1ère. district.

Sur motion de Mr. Buisson,

Résolu que la démission de Mr. E. Johns soit acceptée, que le maire est autorisé à annoncer conformément à la loi qu'il sera tenu une élection d'un alderman pour le 1er. district : et le maire est de plus autorisé à désigner le lieu où se tiendra la dite élection, et à nommer les inspecteurs et le greffier.

Lecture a été faite d'une lettre de Mr. Terville Bienvenu, commissaire du 3ème. district, recommandant à la bienfesance du conseil deux orphelins recueillis par la veuve Catherine Marie.

Sur motion de Mr. Canon la dite lettre a été référée au comité des réclamations.

Sur motion de Mr. Canon,

Résolu que Messrs. Grailhe et High soient remplacés au comité des réclamations pour cause d'absence.

Messrs. Lessepe et Canon ont été nommés de ce comité.

Sur motion de Mr. Lessepe et après dispensation des règles,

Résolu que le Maire soit prié de faire placer deux hydrans à chacun des marchés de cette Municipalité, et de notifier la Banque du Commerce que chaque jour à quatre heures de l'après midi, les dits hydrans devront être ouverts pendant une demie heure pour fournir l'eau nécessaire au lavage des dits marchés.

Sur motion de Mr. Buisson, *Résolu* qu'il soit après l'approbation de la précédente résolution le Maire devra en transmettre une copie au Président de la Banque du Commerce, ainsi qu'une copie de la résolution relative à la fourniture de l'eau pour le lavage des rues.

Sur motion de Mr. Cruzat, la résolution suivante a été adoptée après dispensation des règles, et une section additionnelle de Mr. Canon.

Résolu que le voyer soit requis de faire repaver immédiatement la berdure en p erres plates sur les deux côtés de la Cathédrale.

Résolu que les commissaires de police, et notamment les officiers et les hommes de la garde de ville sont requis sous peine de destitution, de veiller à ce que les ordonnances concernant la police générale et celles concernant la salubrité publique, soient strictement observées dans les rues sur les deux côtés de l'Eglise, et le capitaine de la garde de ville devra, quand il le jugera nécessaire pour la plus fidèle exécution desdites ordonnances, placer des factionnaires dans les dites rues.

Il est de plus résolu que le capitaine et le lieutenant de la garde de ville devront alternativement, chaque nuit, garder un cheval tout sellé pendant toute la durée de la nuit, auprès du poste de l'hôtel de ville.

Sur motion de Mr. Colson, après dispensation des règles, et un amendement de Mr. Canon.

Résolu qu'à partir du 15 septembre prochain, les tombereaux, drays ou toutes autres espèces de voitures employées pour transporter les morts des différens hôpitaux de cette ville, au cimetière du Bayou St. Jean, devront être fermées de manière à ne pas être exposées à la vue du public ; en conséquence toute personne y contrevenant sera condamnée à une amende de $20 pour la première fois, et de cent piastres pour chaque contravention subséquente.

Sur motion de Mr. Buisson et après dispensation des règles.

Résolu que le voyer de la 1ère. Municipalité devra faire placer des fanaux à l'intersection des rues Saint Philippe, Dumaine, Ste. Anne et St. Pierre, avec la rue Claiborne.

Sur motion, le conseil s'est ajourné à vendredi, 2 septembre, à 5 heures de l'après-midi.

Pour copie conforme.

D. AUGUSTIN, secrétaire.

NECROLOGE—*Communiqué.*

Voyez toujours ailleurs sans nombre,
Du passé triste souvenir,
Le présent n'est pour nous qu'une ombre,
Ainsi pensera l'avenir !!!

Est décédé le 21 de ce mois, après une longue maladie, et dans la 55ème. année de son âge, S. COHEN, natif d'Amsterdam, capitale du royaume de Hollande.

Depuis 26 ans il habitait cet Etat, et se fit toujours remarquer par de bonnes mœurs et de pures sentimens. L'aménité de son caractère le faisait estimer de tous ceux qu'il fréquentait : mais hélas ! O fragilité des choses ici bas mande !! Pensée affligeante pour l'égoïsme du siècle !!! De ce grand nombre d'amis, qu'à juste titre il croyait posséder, combien y en a-t-il, qui pendant ses cruelles souffrances, sont venus verser un baume consolateur sur les plaies douloureuses qu'il endurait avec la résignation d'une âme pieuse et magnanime ? Ah ! que leurs rangs étaient éclaircis..... je n'ose en faire le dénombrement par un reste de respect pour la pauvre humanité !!!

S. Cohen possédait toutes les qualités d'un bon citoyen ; il vivait sans ostentation et sans faire de mal à autrui. Etranger dans ce pays, il ne put envisager sans horreur la situation de la Nouvelle Orléans, lorsqu'une armée formidable de soldats d'Albion fut jettée, comme par enchantement, sur les bords du Mississipi, à deux portées de canon de cette ville !!! Dans ce danger imminent, embrassé de ce feu patriotique qui rassemble en un instant sous les drapeaux de la liberté, tous les braves décidés à vaincre ou à périr, il fit partie de cette immortelle phalange qui vola, au pas de charge, à la rencontre de l'ennemi, et qui sauva la Louisiane de son entière destruction.

Succombant, sans fortune, sous le poids de l'infirmité, on devait s'attendre que son convoi funèbre serait bien simple.....aussi, pas de personnes y assistèrent ; mais ce qui est un sujet d'étonnement c'est qu'aucun détachement de la légion n'ait accompagné ses dépouilles mortelles à leur dernier asyle ! Ainsi que l'infortuné lieutenant Bénédand, Cohen a été privé de tout honneur militaire ; mais malgré cet oubli d'une dette sacrée, l'un et l'autre n'en ont pas moins de droits à la reconnaissance de leurs concitoyens !— C'est, sans doute, par une négligence de ceux qui étaient chargés des funérailles de ces deux braves, ou par une fatalité inconcevable, que nul de nos légionaires n'ait paru à leurs obsèques ; car je suis persuadé qu'aucun de nos soldats-citoyens ne se refuserait à prendre les armes pour rendre les derniers devoirs à leurs défenseurs dans la carrière de la gloire !!!

Adieu Cohen !.....adieu !!! puissent ces faibles lignes, tracées avec la plus vive émotion, adoucir l'amertume des chagrins de ceux que tu chérissais sur cette terre, et amener le souvenir d'un ancien ami.

Sit tibi terra levis.

F.

TEREBENTINE—48 barils essence de terebenthine, de première qualité et en bon ordre. à vendre par
26 août LINCOLN & MAYNARD.

Marine Marchande.

Quelques détails ont été demandés à ce sujet.

Réponse à été faite d'une lettre de Mr. Anthony Fernandes proposant d'échanger son terrain rue Esplanade, pour un terrain de la ville situé rue Robertson entre St. Philippe et Ursulines.

Sur motion de Mr. Colson la dite lettre a été référée à un comité spécial.

Messrs Colson, Brasié et Gardette ont été nommés de ce comité.

Mr. Canon, rapporteur du comité de constructions chargé de s'entendre avec Mr. Correjeolles pour la résiliation de son contrat de la bâtisse des prisons, a soumis un rapport accompagné de la résolution suivante, laquelle, après dispensation des règles, a été adoptée.

Résolu, que le Maire est et demeure autorisé à faire payer à M. F. Correjeolles, entrepreneur, la somme seize cents piastres pour entière compensation pour tout ce qui peut lui être dû en conséquence de son contrat pour ouvrages à faire aux nouvelles prisons, moyennant quoi il consentira à la résiliation de son contrat pour les ouvrages susdits, et fera démolir à ses frais les échaffaudages maintenant en place—*bien entendu* que le bois en provenant appartiendra à la 1re. municipalité.

Mr. Lessepe a présenté une résolution prescrivant au maire de souscrire au fond capital de la compagnie du chemin à coulisses de la Nouvelle Orléans et de la Terre aux Bœufs, *bien entend